L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 2 SEPTEMBRE 1875. 49me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

«NOUVELLE-ORLEANS» JEUDI MATIN, 2 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par E. Roger & Co., au No 45 de la rue Decatur —bottes, souliers ebrodequins.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 39 de la rue des Marsains,—habillements, chapeaux etc.

Par St. Guinault, au coin des rues Castiglione et ay, près du Fair Grounds, une vacherie.

Moyens pour hâter les réformes.

L'union des propriétaires se conduit de manière à mériter la reconnaissance de tous les citoyens. Elle fait, comme nous l'avons déjà dit, preuve d'activité et de zèle, mais nous croyons qu'elle n'a pas une idée bien nette sur les moyens à employer pour arriver rapidement à la réforme. Nous voyons que le comité central a nommé plusieurs commissions, au nombre deux, jusqu'à présent, sont parfaitement composées. Il ne saurait en être autrement puisque tous les membres de l'union sont des propriétaires intéressés directement au succès des mesures qu'il s'agit de prendre pour le bien commun. Non seulement les commissions sont bien composées, mais les hommes choisis pour en faire partie sont encore de ceux qui doivent être les plus au courant de la question à traiter, ayant acquis par eux-mêmes une grande expérience dans les matières relatives à l'assessement.

Mais nous nous demandons ce qu'ils pourront faire et surtout de quelle manière ils le feront. Faudra-t-il qu'ils tiennent des bureaux ouverts pour recevoir les plaintes des contribuables ? Leur mission alors serait énorme, car pour l'accomplir il ne faudrait rien moins que faire un nouvel assessement tout entier. Or, ce n'est pas là une petite besogne. Suivant quels régistres pourraient-ils opérer ? La ville ne peut céder les siens, car elle peut en avoir besoin d'un moment à l'autre. En effet une loi peut modifier celle qui constitue le bureau actuel des assesseurs, en subordonnant, l'assessement de l'Etat à celui de la municipalité. L'Etat, évidemment ne cèdera pas ses rôles ; il le fera encore moins que la ville, puisque ce sont ses rôles qui font loi pour l'année prochaine.

Alors comment s'y prendront les commissions d'inspecteurs ou de contrôleurs nommées par l'Union pour enregistrer les erreurs ou les monstruosités dénoncées ? Et à supposer qu'elles soient d'humeur à se livrer à ce soin, faudra-t-il encore que les propriétaires se dérangent de nouveau pour aller faire inscrire leurs réclamations ? Et à supposer encore que tout cela se fasse, quel espoir y a-t-il que l'Etat voudra bien comparer toutes ces factures et sacrifier les siennes à ces nouveaux rôles dont la spontanéité est quelques cipliers ? Il n'y a certainement aucun espoir que les choses puissent se faire ainsi. Dès lors à quoi cette intervention servira-t-elle ? servira-t-elle seulement à quelques uns qui auraient le crédit de se faire recommander aux assesseurs d'Etat ? Cela n'en voudrait pas la peine et donnerait lieu à des plaintes fort vives. Les mécontents pourraient dire qu'il y a encore eu là des faveurs comme partout et que l'Union des propriétaires n'a été utile, en cette occasion, qu'aux membres même qui composaient les commissions et à quelques-uns de leurs amis.

Or, c'est là un danger qu'il faut éviter absolument. Si l'on venait à dire que l'Union des propriétaires n'existe que pour favoriser de certains intérêts, elle serait perdue, car les contribuables n'ajouteraient plus foi à ses délibérations ou à ses démarches. Cela serait d'autant plus malheureux que les intentions de l'Union sont excellentes et que jusqu'à présent ses actes en ont été en parfait accord avec ses intentions.

Mais nous voudrions qu'elle réunisait, et nous pensons que pour réussir, il faut s'y prendre différemment. Les assesseurs d'Etat, très probablement ne céderont rien, car ils ont leurs instructions particulières. On leur a dit en les nommant: il nous faut un assessement de tant pour produire les sommes dont nous avons besoin. Il nous faut un million pour payer l'intérêt annuel de la dette. Cet intérêt ne peut être réduit parcequ'il vient d'une dette déjà réduite.

Il nous faut encore deux millions et quelques centaines de milliers de piastres pour faire face aux dépenses courantes. Si l'assessement est réduit, nous ne pourrons ni faire honneur à nos dettes ni couvrir nos frais, ce qui nous mettrait dans la situation de celle où la ville se trouve aujourd'hui. Donnez-vous donc à ne faire dans vos travaux d'assessement que des rectifications ou des réductions obligatoires.

Voilà, vraisemblablement, ce qu'on a dit aux assesseurs, et les assesseurs suivront ces recommandations. Comment fant-il donc que les commissaires de l'Union agissent pour arriver à un résultat ?

Il faut, selon nous, qu'ils agissent par voie de représentations auprès de l'Exécutif et que ces représentations portent sur des réformes générales. M. Kellogg sera bientôt de retour. Qu'une délégation de propriétaires se rende alors auprès de lui pour traiter avec lui la question de l'assessement et que cette délégation lui demande une mesure qui profite à toutes les cotes, moins celles qui datent de ventes passées depuis trois ans. Les cotes qui ne portent que les prix de ventes passées dans les trois dernières n'ont pas trop élevées et doivent être conservées. Quant aux autres, il faut qu'elles soient toutes réduites d'un moins 20 pour cent. Cela devrait se faire par un ordre général donné aux assesseurs d'Etat. Si l'on ne veut pas opérer cette modification sur les livres, parce que le temps manquerait, elle peut être opérée par la collection: il serait déclaré d'avance que les collecteurs, en recevant les taxes, feront une réduction de 20 pour cent sur le montant assessé.

Si M. Kellogg résiste, il faut être en état de lui démontrer que l'administration est trop dispendieuse; qu'elle coûte $1,600,000 de plus que celle de la Georgie qui a $90,000 administrés de plus, et que si on ne peut plus rogner la dotte, on peut du moins rogner fortement l'administration et la réduire à un contingent d'un million.

Si Mr Kellogg persiste dans son refus, il faudra le menacer du refus des démocrates de la Chambre de voter le budget tant que cette réforme avec d'autres réformes n'aura pas eu lieu. L'appui de la Chambre ne manquera pas à l'Union des propriétaires, et elle veut s'en servir. C'est là le vrai, l'unique moyen de réussir et c'est aussi le meilleur parce que ce moyen aurait une action générale, profitant sans exception à tous les contribuables.

Après cette affaire il y a la question des écoles publiques, question aussi pressante que l'assessement, attendu que l'ouverture des écoles se fera dans quelques jours. Cette administration dépend d'un bureau particulier. C'est donc avec ce bureau que l'Union aura affaire. Avant les vacances, le bureau était disposé à opérer une réduction de $100,000 dans les dépenses des écoles. Une résolution même avait été votée à ce sujet. Mais il paraît que le bureau n'a pas su résister à l'énergie des plaintes provenant des personnes qui vivent de cette liste civile, et la résolution s'est convertie en une suppression de 40 ou 50 instituteurs ou institutrices, ce qui paraît la pièce économie de $40,000. Le nombre des instituteurs ou professeurs serait encore d'environ 400. Nous ne disons pas que c'est trop, nous ne disons pas que ce n'est pas assez, nous soutiendrons seulement que la ville de la Nouvelle-Orléans n'est pas assez riche pour consacrer au budget des écoles une somme de $350,000 annuellement. Il ne nous convient pas d'affecter à l'enseignement public une somme excédant $300,000.

Cette limite, nous le savons bien, réduirait à 230 le nombre des professeurs ou institutrices, mais la question est secondaire s'il est admis que la ville ne peut faire davantage. Cela décide tout.

Il y a une autre solution à proposer, c'est d'abandonner les écoles aux institutrices en leur payant annuellement $10 par tête d'élève. Les 20,000 élèves qui assistent, dit-on, aux classes, nous coûteraient juste la somme que la ville peut consacrer à l'enseignement. La ville ne peut rien faire de plus. Les écoles, dans cette hypothèse, seraient sous la surveillance directe du Conseil municipal.

La fête champêtre au profit des inondés français.

Nous ne connaissons pas encore les résultats qu'a donnée la fête champêtre de dimanche dernier, les comptes n'ayant pas encore été tous réglés. A ce sujet, nous appelons l'attention des membres du comité et des personnes ayant des comptes à régler avec le trésorier, sur les divers avis publiés par Mr J. Desca, secrétaire.

Un autre avis du secrétaire invite les personnes qui ont gagné des lots à les réclamer dans le plus bref délai chez Mme Rouyer rue de Chartres. La personne qui a gagné le lot No 1, une machine à coudre, est mademoiselle Eve Dablesteen, membre du comité des dames et demoiselles.

Mademoiselle Dablesteen s'est empressée de faire savoir au président du comité de la souscription qu'elle mettait le lot gagné par elle à sa disposition pour qu'il fût remis en loterie ou vendu au profit de la souscription. Tout commentaire affaiblirait le mérite d'un pareil trait de délicatesse et de générosité.

Les souscriptions en Louisiane au profit des inondés français.

Nous avons reproduit dans notre numéro de dimanche le compte-rendu, publié par le *Louisianais*, du bal-concert donné le 21 août à Gentilly et St. Jacques, au profit des inondés français. Nous joignons nos félicitations à celles de notre confrère à l'adresse des organisateurs de cette fête. Le président du comité a reçu hier de Mr J. Gentil, l'éditeur du *Louisianais*, la somme de $61, produit de ce bal-concert. On verra par les listes ci-dessous que le total des sommes encaissées pour la souscription s'élève à $6,632 70.

SOUSCRIPTION pour les inondés du Midi de la France.

Sommes encaissées par le trésorier.

Nlle-Orléans, 1er septembre 1875.

Liste No 84.—Mr Félix Limet, Président.

Reçu de Mr. J. Gentil, le produit d'un bal-concert, donné le 21 août, paroisse St. Jacques.....$ 61 00

Liste No 71.—P. N. Cantos.

L. Navailles	5 00
D. Dussord	1 00
J. Bonnecazo	1 00
B. Colomès	1 00
F. Colomes, Leo	1 00
A. Drez	2 00
J. B. Renaud	2 00
B. Lonstaunau	2 00
Dominque Larrière	1 00
J. Hondarcyte	2 00
Deux pauvres Diables	1 00
Emile Dumestre	1 00
Louis Vigeuzi	1 00
Catherine Salle	2 00
Total	$ 23 00

Liste No 85.
Mr A. Bonnet.

Jean Lasso	$1 00
V. Cantier	2 00
Léon Bonnet	1 00
J. Marbarth	1 00
F. A. Marrec	1 00
A. Pojo	1 00
R. Blondeau	1 00
Mme Emery	1 00
Amélie Bonnet	1 00
Blanche Bonnet	1 00
Eugénie Bonnet	1 00
J. A. E. Bonnet	1 00
A. Bonnet	1 00
Une Louisianaise, (en or)	2 00
Mr Field, avocat d'Etat	5 00
" Sagel	2 00
Victor Bojitoh	50
François Gaux	1 00
Total	$24 50

Récapitulation :

Liste No 84	$61 00
" No 71	33 00
" No 85	24 50
Total	$108 50
Listes précédentes	$6,524 20
Total à ce jour	$6,632 70

QUATRE ENFANTS EMPOISONNÉS.—Le *Picayune* rapporte, sur le rapport d'une personne arrivée de Donaldsonville, que quatre enfants de Mr Mier, qui habite sur le New river dans la paroisse d'Ascension, près de Mr Félix Reynaud, ont été empoisonnés par des bonbons lozanges vermifuges. Mr Mier aurait donné une couple de ces bonbons à chacun de ces enfants. Trois auraient été pris immédiatement de convulsions et de crampes et seraient morts au bout de quelques heures. Le quatrième enfant aurait été attaqué un peu plus tard de symptômes semblables et serait mort aussi en moins de 24 heures. Celui-ci n'avait eu qu'un seul bonbon qui restait au fond d'une fiole, tandis que les autres avaient mangé des bonbons pris d'une nouvelle fiole. Les deux fioles portaient la même étiquette; elles ont été mises de côté par Mr Reynaud.

Avant d'accuser personne, il convient d'attendre de plus amples informations. On ne dit pas à quel propos Mr Mier a cru devoir droguer ses quatre enfants à la fois. S'ils étaient malades, la maladie a pu les emporter sans que le vermifuge y soit pour rien, puisque précédemment tout le contenu d'une des fioles mises en un lozange, avait été consommé dans la famille. Mr Félix Reynaud a cacheté la fiole contenant encore des lozanges et doit les faire analyser. On saura alors s'il y a eu erreur de la part du fabricant et s'il a donné au lieu de bonbons vermifuges inoffensifs, des bonbons contenant des principes toxiques. Le plus âgé des enfants de Mr Mier avait douze ans et le plus jeune cinq. Le malheur, quelle qu'en soit la cause, n'en est pas moins terrible pour la famille.

RENCONTRE SANGLANTE A ABBEVILLE.—Nous recevons d'Abbeville, Louisiane, la lettre suivante :

Abbeville, 30 août 1875.

Au Rédacteur de l'*Abeille* :

Hier entre midi et une heure le capitaine F. Feray, ex-rédacteur du *Méridional* a blessé d'un coup de feu Lastie Bronssard, greffier de la Cour de District. La balle a pénétré dans la cuisse à 4 pouces au-dessus du genou et a brisé l'os.

La difficulté est venue de ce que le capitaine Feray a écrit dans le *Méridional* de samedi dernier, un article, dans lequel il accusait Lastie Bronssard d'avoir détourné une somme d'argent que celui-ci avait reçue pour Feray.

On me dit qu'il y a eu trois coups tirés, un par Bronssard et deux par Feray. On rapporte que Bronssard a tiré le premier. Je suis &c.

A. W. B.

ENTRÉE EN SOCIÉTÉ.—On verra par une notice insérée dans une autre partie de ce journal que Mr A. Bourge Morphy a été admis en société avec son père, et que la raison sociale sera désormais : D. E. Morphy & Son. Nous félicitons ces messieurs d'avoir ainsi associé leurs travaux. Rien n'est plus moral ni plus naturel qu'une société dont font partie les membres d'une même famille, surtout quand il s'agit du père et du fils. Il y a sans doute en pareil cas, confiance et estime réciproques, ce qui fait l'éloge de deux générations, d'un fils qui s'en va et d'une qui vient. Le nombre des institutrices ou professeurs serait encore d'environ 400. Nous ne disons pas que c'est trop, nous ne disons pas que ce n'est pas assez, nous soutiendrons seulement que la ville de la Nouvelle-Orléans n'est pas assez riche pour consacrer au budget des écoles une somme de $350,000 annuellement. Il ne nous convient pas d'affecter à l'enseignement public une somme excédant $300,000.

Cette limite, nous le savons bien, réduirait à 230 le nombre des professeurs ou institutrices, mais la question est secondaire s'il est admis que la ville ne peut faire davantage. Cela décide tout.

—Mlle Hassi de la Tour, dont la conduite, pendant le siége, a été si remarquable, vient d'entrer aux Dames du Monte-Carmel.

Mlle de la Tour est cette jeune personne qui s'armant d'un couteau de table, tua un officier prussien, logé au château de son père, qu'il avait cherché à l'outrager.

On se rappelle que le prince Frédéric-Charles, qui se trouvait à Blois, à cette époque-là, fit grâce à la jeune fille, qu'on voulait fusiller.

L'infection de la ville par le Bureau de Santé.

Nous avons déjà protesté plusieurs fois contre les pratiques injustifiables du Bureau de Santé, qui persiste, contre l'avis des plus hautes autorités médicales et scientifiques, à infecter l'air avec ses aspersions d'acide phénique ou carbolique, au grand détriment de la santé publique. Tous les habitants s'en plaignent, et comme presque tous les médecins ayant quelque réputation sont exactement de l'avis qu'exprime le Dr Paget, dans la communication que nous publions et dessous, sur l'inutilité de l'acide phénique quant à l'objet que le Bureau de Santé a en vue et sur les inconvénients que présente son emploi, nous pensons qu'il est grandement temps de renoncer à une pratique plus nuisible qu'utile.

Nous avons appelé, l'année dernière, l'attention du Conseil de ville sur ce sujet et nous lui avons demandé de supprimer les subsides destinés à l'aide phénique, en citant les plus hautes autorités médicales sur la matière. Nous réitérons notre appel en faisant observer que les administrateurs se rendent ainsi indirectement complices du mal que peuvent causer les procédés du Bureau dit de santé. Si les protestations ne suffisent pas, les citoyens feront bien de s'adresser à la justice pour se protéger contre un véritable empoisonnement de l'atmosphère.

N. O. ler septembre 1875.

Monsieur le Rédacteur en chef de l'*Abeille*,

Monsieur le Rédacteur,

Ne serait-il pas bientôt temps de mettre fin à la funeste *expérimentation* avec le *Phénol*, à laquelle est soumis notre malheureux quartier depuis de longues semaines ? Cette *expérimentation* a, du reste, complètement échoué, une fois encore ; pour s'en convaincre, il suffit de remarquer que le cercle des arrosements félides et malsains, que nous infligé le Board of Health, va toujours s'élargissant. Mais, on ne veut pas avouer l'insuccès ; au contraire, à mesure qu'il se trahit, on redouble d'ardeur et de zele, et l'on charge de plus de vapeurs empoisées l'air que nous sommes condamnés à respirer. Ceux qui sont forts et bien portants en sont affreusement incommodés ; ceux qui sont faibles ou malades en meurent. Les faits sont là.

Non seulement l'*expérimentation avec le Phénol* n'a point réussi à arrêter les épidémies de Shreveport et Memphis, en 1874, mais c'est l'opinion de beaucoup de médecins que l'*extrême gravité*, la gravité *exceptionnelle* de ces deux épidémies doit, en partie, être attribuée à cette *expérimentation* même. C'est en particulier l'opinion du professeur d'*Hygiène publique* de l'Ecole de Médecine de l'Alabama, le Dr. Jérôme Cochran.

Au sujet de Memphis, voici ce que m'écrivait en 1873, ce savant confrère : " Mes " vues sur l'*inefficacité* de la *désinfection* " de l'air avec l'acide Carbolique (ou " Phénol), ont abondamment confirmées " par l'expérience de Memphis, pendant " la présente épidémie, sur le compte de " laquelle je possède maintenant des renseignements, grâce à la courtoisie du " Dr. Erskine, président du Board of " Health de Memphis.

" They used there carbolic acid in im- " mense quantities, with no appreciable " effect whatever." Ainsi donc, ainsi l'on a du *Phénol* en quantités immenses sans effet appréciable quelconque.

" And now " dit le Dr. Letheby " Lon- " don, as I told its that it requires in the " air of any of the usual disinfecting " agents not less than one part to a thou- " sand parts of air to destroy the living " germs of disease, and that air contami- " nated to this extent is not fit for human " respiration." Maintenant, voici venir le Dr. Letheby de Londres, pour nous dire qu'il ne faut pas moins d'une partie sur mille des agents désinfectants pour détruire les germes vivants des maladies " dans l'air, et que, dans *cette proportion*, " l'air n'est pas respirable !

Ainsi, à la dose où il faut répandre dans l'atmosphère les agents qu'on suppose détruire les *germes vivants* des maladies, ces agents mêmes sont mortels pour l'homme ! En d'autres termes, avant de détruire, *en plein air*, les principes morbifiques, on tuerait l'homme. Voilà le dernier mot de la science.

Donc, ce n'est pas dans l'*atmosphère* qu'il faut poursuivre les germes des maladies; quand on les a laissé pénétrer dans l'atmosphère, il est trop tard.

Au moins, pour la fièvre jaune en particulier, à mesure que les faits sont plus minutieusement étudiés, on est arrivé à reconnaître qu'elle est *importée*... par des *navires grands et petits*. Ce sont donc les *navires importateurs* qu'il faut désinfecter dans l'*isolement*.... Quand à désinfecter l'*atmosphère*, c'est une chimère, *extrêmement dangereuse*.

Cette année 1875, on paraît avoir réussi à fermer les bouches du Mississipi à la fièvre jaune. Pour être plus efficace, il faudrait de côté qu'il aurait fallu surveiller davantage, puisqu'on savait ce qui se passait au Navy Yard de Pensacole; on aurait plus tard à quoi s'en tenir.

Il faudrait pourtant ne pas trop oublier les histoires de nos épidémies précédentes.

Permettez moi de vous rappeler un passage de " Rapport du Bureau de Santé à " la Législature, pour l'année 1823.

" Vers le 21 août 1822, deux goélettes, " l'*Anne* et l'*Eliza* chargées de passagers " et d'effets infectés de Pensacole, arrivèrent " au *Bassin* par le Bayou St-Jean.... "

" Les premiers cas qui se présentèrent à " la Nlle-Orléans, en 1823, remontaient aux " 2 goélettes susmentionnées, (l'Anne et " l'Eliza). (The first cases that occured " among citizens of New Orleans were traced to infections from the vessels.)" (p. 24, Sketches taken from the History of Yellow Fever.. by W. M. Carpenter, Professor in the Medical College of Louisiana.)

Pour le moment, en cette triste année 1875, voici ce qui nous arrive : Depuis quelques semaines, d'affreuses odeurs, rappelant celles de nos *Vidanges insolores et patentées*, ont averti qu'il se passait quelque chose à la tête du *Bassin*, entre St-Pierre et St-Louis, là où il y a eu sans doute des goélettes venues de Pensacole, Pascagoula et autres lieux, depuis quelque temps.... Puis, on a vu d'horribles et infectes véhicules circuler lentement, rue des Remparts, puis rue Bourgogne par la rue St-Pierre,... et tracer de larges flaques empestées, en répandant un liquide noir ;... On a compris alors que l'ennemi était dans la place: il n'y avait plus moyen de le cacher. Mais on voyant les cercles empestés s'élargir toujours, il a bien fallu deviner aussi que le mal faisait des progrès... Les rues Danphine, puis Bourbon, non plus seulement entre St-Pierre et Toulouse, mais entre Conti et du Maine ont à leur tour paru infectées, et notre coignure Bourgogne et St-Pierre a été inondée, et même ma cour avant que j'aie pu en être averti. A la vérité, que ce j'ai vu de chaque côté de mes maisons n'est pas le *déluge de phénol*, mais ce déluge de phénol n'*explique* que trop la gravité des maladies dans notre voisinage. Pour ne pas finir un pareil million, il faut que ce soit impossible.

On aurait parbrant réussi peut être à nous préserver, si au lieu de viser à désinfecter *l'air de la rue*, on eut visé à désinfecter, en se fût appliqué à désinfecter, à temps, les quelques goélettes qui ont dû nous apporter l'*infection*, comme en 1822. Au contraire, s'efforcer de désinfecter l'air de la ville, de la façon qu'on s'y prend, n'est-ce pas y répandre *un poison de plus* ?

Le mois de septembre est souvent redoutable sur les bords du Mississipi, quand les eau s'abaissent ; il est de plus impossible d'ignorer qu'il y a de la scarlatine en ville ; est-ce bien le moment de vouloir mêler à l'air que respirent de pauvres malades des *vapeurs empoisonnées* ?

J'entends dire qu'il se prépare une protestation en masse du Corps Médical, contre l'*expérimentation* au Phénol ; je lappelle de tous mes vœux.

Recevez....

Dr FAGET.

LA SOUSCRIPTION POUR LES INONDÉS EN FRANCE.—La souscription au profit des inondés s'élevait le 15 août au chiffre de 19 millions de francs. Les pertes sont de 2 millions votés par l'assemblée et des 4 millions et demi affectés aux travaux de réparation générale.

RÉCOMPENSES A L'OCCASION DES INONDATIONS.—Nous lisons dans la *Patrie* :

La famille du gouvernement renferme, en outre, à la suite d'un rapport du ministre de l'intérieur au président de la République, une longue liste de récompenses honorifiques (médailles d'or ou d'argent, de première et de seconde classe) accordées à des personnes qui, lors des dernières inondations, ont accompli des sauvetages au péril de leur vie ou fait preuve d'un grand dévouement envers leurs concitoyens.

Dans cette liste, on tous les rangs de la société se trouvent heureusement confondus, et que sa Sainteté Pie IX, dans *l'Univers du Journal officiel*) ne nous permet pas de reproduire, on voit figurer des fonctionnaires, des membres du clergé, de simples soldats, des gendarmes, des pharmaciens, des bateliers, des charpentiers, des "pâcheurs de sable", des personnes, en un mot, de toute profession et de toute catégorie, des femmes aussi (Mme Olive Leyrit et Louise de la Myre Mory, Mme Desprès), preuve consolante que, dans ce généreux pays de France, l'abnégation individuelle et le courage en face du danger ne sont une vertu commune aux différents sexes, comme ils sont indistinctement l'apanage des différentes classes de la société !

—Voici ce que nous lisons dans une feuille sérieuse de province :

" .....Quoi qu'ils (les députés) puissent " faire, quoi qu'ils puissent dire, l'épée de " *Madame Odile* est toujours suspendue " sur leurs têtes...."

Madame Odile pour *Damoclès*.

C'est comme lui, ainsi la *domestique* à Versaux, pour la *Bonne aventure*.

NEW ORLEANS MEDICAL AND SURGICAL JOURNAL.—Nous avons reçu de MM. Seymour et Stevens, le numéro de septembre de cette importante publication médicale. Ce numéro contient une grande variété de matières intéressantes et de communications.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Plaintes contre le Bureau de Santé.

Depuis plus d'une semaine le carré de la ville est infecté, plutôt que désinfecté, avec de l'acide phénique ou carbolique. Partout on n'entend que des plaintes à ce sujet.

De l'avis de plusieurs médecins que nous pourrons nommer s'il le faut, ces désinfectants ne peuvent faire le moindre bien et font au contraire beaucoup de mal.

Le Bureau de Santé commet donc une bévue en jugeant de tuer les gens sous prétexte de les empêcher de devenir malades.

Nous le répétons, la population est sérieusement incommodée par cet abus énorme d'acide carbolique, et si cela continue il faudra prendre une injonction contre le Bureau de Santé pour l'interdire l'empoisonnement en masse des citoyens.

Plusieurs on passant que plusieurs abus plus grands ont été commis. Les inspecteurs sanitaires non contents de faire arroser les rues avec leur abominable acide envoient des agents qui violent le domicile des citoyens sans autorité légale et qui inondent les cours des résidences particulières avec le sempiternel acide.

Est-ce que le Bureau de Santé ne va pas nous donner un peu de repos !

Le chroniqueur de l'*Abeille* pour sa part a une violente migraine causée par les émanations acres qui se dégagent des rues.

Rapport mensuel de l'Hôpital de Charité.

Le rapport mensuel suivant de l'Hôpital de Charité nous a été communiqué.

Nombre de patients admis pendant le mois d'août, 482 ; dont, étrangers, 265, natifs des Etats-Unis, 226, hommes 361, femmes 121.

Nombre de patients déchargés 421, dont 318 hommes et 103 femmes.

Nombre de patients qui ont succombé 47.

Nombre de patients restant à l'Hôpital de Charité le 1er septembre 1875, 521, dont 364 hommes et 157 femmes.

Autre demande d'injonction contre la ville.

Les terrains en batture qui s'étendent de la rue du Canal à la rue Julie ont été depuis longtemps le sujet d'une contestation entre la ville et la compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, Mobile et Texas.

Cette compagnie vient encore d'adresser une pétition à la Cour Supérieure du District sollicitant une injonction pour défendre à la ville d'empêcher que la compagnie établisse une voie ferrée sur la levée, de la rue Philippa à la rue Julie.

Une copie de la pétition a été servie hier matin à Mr. Landry, administrateur du département du Commerce, et à Mr. Burke, administrateur du département des Améliorations.

Réunion hebdomadaires de l'union des propriétaires fonciers.

Le comité exécutif central de l'union des propriétaires fonciers a eu sa réunion hebdomadaire, ayant hier soir, sous la présidence de Mr L. J. Higby, en l'absence de Mr Mitchell.

Les rapports ont été peu importants. Mr Higby a présenté des statistiques indiquant quelles ont été les dépenses des différentes administrations municipales pendant plusieurs années consécutives.

Le docteur Tebault, président du comité chargé d'entrer en conférence avec le Bureau des assesseurs d'Etat et de ville, au sujet de l'assessement relativement à la réduction de certains assesements erronés, a rapporté qu'il avait écrit une lettre à cet effet au Bureau des assesseurs et qu'il n'avait pas encore reçu de réponse.

Les résolutions suivantes, présentées par Mr Scanlan, ont été adoptées :

Résolu, que le comité central de l'union des propriétaires fonciers organisera une assemblée publique chaque semaine, dans tous les wards de la ville successivement, en commençant par le dix-septième ward, et convoquera finalement un grand meeting sur la place Lafayette une semaine avant la réunion de la Législature d'Etat.

Résolu, que le soin de faire tous les préparatifs nécessaires pour ces différentes assemblées soit laissé au comité exécutif central et que chaque membre s'engage à assister individuellement à chacune des dites assemblées.

Le comité s'est alors ajourné.

Un juge de paix belliqueux.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler d'un certain Thompson qui est juge de paix, pour le malheur des habitants de la bourgade d'Algier.

Ce personnage, très incapable d'ailleurs, ne cesse pas depuis quelque temps de troubler la paix publique, qu'il est chargé pourtant de maintenir.

Déjà nombre d'accusations ont été portées contre lui pour assaut et batterie.

Avant hier encore il a pris d'assaut la boutique d'un vendeur d'huitres du nom de Pepe, en menaçant de tuer quiconque n'y ent en aucune proportion de sa part.

Il enfonça le nez de tirer un coup de pistolet sur la femme de Pepe qui était venue bravement au secours de son mari, et s'il n'a pas réussi c'est que son arme n'a pas pu partir.

Hier, messieurs Jose Ramon et Ventura Monaturi ont fait un affidavit contre Thompson, l'accusant d'assaut et batterie, mais ce juge de paix modèle n'a pas encore été arrêté que nous sachions. Nous nous demandons si on tolérera longtemps encore une aussi ridicule farce !

Querelle conjugale.

Une virago nommée Mary Green, qui avait passé dix jours à la prison de parois e pour bris de paix, a été mise en liberté, hier matin, et s'est rendue immédiatement à sa résidence, rue Julie No 63, où elle a trouvé son mari.

Il paraît que l'accueil de celui-ci n'a pas été très cordial et Mary en a été vexée, à tel point, qu'au moment de se mettre à table pour dîner avec son époux, elle a saisi un couteau et s'est élancée sur lui en lui portant plusieurs coups qu'il a parés de son mieux. Le pauvre homme a pu s'en tirer blessé en main, cependant, de qu'il a décidé à prendre très bravement la fuite.

Un officier de police étant venu à son secours, la virago a été capturée et reconduite en prison.

Si on la garde pendant un mois cette fois-ci, on fera bien.

Incendie.

Hier soir, vers six heures, le feu s'est déclaré dans la cuisine de la maison sise rue Bourgogne No 29, appartenant à Mme Schroder et habitée par elle.

Cette bâtisse a été détruite ainsi que le corps principal du logis. La maison est assurée pour $1,000 dans la compagnie Germania.

Les flammes ont gagné la maison voisine, appartenant à Mr Lobson et occupée par Mr. Smith.

La bâtisse a été partiellement détruite et les pertes, évaluées à $1000 sont couvertes par une assurance dans la compagnie de la Nouvelle-Orléans.

La maison sise au No 631 de la rue des Remparts a eu le même sort. Le propriétaire est Mr F. Theiss et le locataire Mr V. Smith. Elle a été détruite pour $600 dans la compagnie des Marchands.

La maison sise au No 629 a été détruite ensuite. Elle appartenait à M. E. Wilde et occupée par Mme Mayfield. Assurance de $500 dans la compagnie des Pompiers.

Les flammes ont gagné encore la maison sise au No 629, appartenant à Mr Fenelon Elie et occupée par lui. Elle était couvertes par une assurance.

La maison sise rue Enghien, entre Remparts et St-Claude, a été une autre proie des flammes. Elle appartenait à Mr Harily et était occupée par Mr John Washington. Les pertes sont estimées à $1000.

La maison voisine, appartenant à Mme P. Connelly a été détruite ensuite. Le dommage est de $900.

La maison de Mr E. Holmes a eu le même sort avec une perte de $900, couverte par une assurance.

La dernière proie de l'incendie a été la maison sise rue Port, appartenant à Mr George Meisher et occupée par lui.

Le dommage est estimé à $1700, garanti par une assurance pour le double de ce montant dans la compagnie du Peuple.

On ignore la cause de cet incendie.

TEMPERATURE.—1er Septembre 1875. Thermomètre de C. Durlandt, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	78	26
12 M.	89	32
3 P. M.	92	33
6 P. M.	82	28

—Une plaisante historiette du *Charivari*.

Un banquier, sur le point de marier sa fille, reçoit la visite d'un individu d'assez mauvaise façon, qui lui dit :

—Je viens vous proposer une affaire.

—Ah bah !

—Cent mille francs à gagner en cinq minutes.

—Tiens, tiens !.... comment ça ?

—Vous allez donner deux cent mille francs de dot à mademoiselle votre fille, n'est-il pas vrai ?

—Oui.

—Eh bien ! je la prends pour cent mille. Bénéfice net pour vous : cent mille francs.

—Et comment qui dites-vous ?

—Tout simplement, ainsi la *domestique* à Versaux, pour la *Bonne aventure*.

☞ Mr. Jos. Hubbard, coin Remparts et Perdido, se félicite d'avoir réduit le prix de ses meubles. Il a écoulé une forte partie de son stock, et les acheteurs continuent à affluer à sa fabrique. On y trouve, à un bon marché vraiment exceptionnel, d'excellents meubles de salon, de salle à manger et de chambre à coucher.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

35

Un conseil aux personnes maigres.—La cause de la maigreur, quand il n'y a pas de maladie positive qui la produit, est une imparfaite assimilation de la nourriture. Le poids du corps est indubitablement relatif à sa taille et augmente proportionnellement à son développement, quand il est convenablement soutenu par le sang qui produit la chair. De là, quand nous voyons une personne de taille élevée avec des fiances plates et des joues creuses, nous sommes autorisé à inférer que son sang est pauvre et aqueux et en constitution délicate. Les Bostetter's Stomach Bitters, sont particulièrement favorables aux personnes délicates, puisqu'ils fortifient les organes digestifs et assimilatifs, et sont par conséquent un puissant auxiliaire dans ce procédé de la fabrication du sang, toujours dans l'état de santé dérivant d'eux et sont en effet entièrement exécutés. L'augmentation des muscles aussi bien que des parties grasses est le résultat de l'emploi de ce cordial souverain, anti-dyspeptique, stimulant l'appétit et qui est généralement correctif et souverain.

SERVICE FUNÉBRE.

Il sera célébré un service funèbre vendredi 3 courant à 7 heures du matin, à l'église Ste Marie ou archevêché, pour le repos de l'âme de JOSEPH HATT. Ses amis et connaissances sont priés d'y assister sans autre invitation.

De la part de sa veuve. 1er sept—2t

A. BROUSSEAU & SON,
AU NO. 17 DE LA RUE DE CHARTRES,
offre, à bas prix en gros et en détail,
TAPIS,
NATTES,
TOILES CIRÉES anglaises et américaines,
STORES,
COUVERTURES DE TABLES ET DE PIANOS
ETOFFES et GARNITURES pour RIDEAUX et MEUBLES,
TOILES CIRÉES de table et "enamel," DE VANTS de CHEMINÉES, PAILLASSONS, etc
28sept—1m—D.M.J.

Comité Exécutif de la Fête Champêtre aux Fair Grounds.—Les membres de ce comité sont priés de se réunir ce soir, JEUDI, à 7 heures précises, chez Mr Félix Pontrea, pour affaires très importantes. La plus grande politesse est requise.

Le secrétaire du comité,
2sept—1t J. DESCA.

Fête Champêtre du 29 Août aux Fair Grounds.—AVIS.—Toutes les personnes ayant des comptes ou réclamation relatifs à la dite fête, sont priées de les présenter dans les 24 heures à Mr Vermuelo, trésorier, 74 rue Dauphine.

Sont aussi priées, les personnes n'ayant pas été complétement avisées de l'époque de présenter dans le délai susmentionné.

La secrétaire du comité,
2sept—1t J. DESCA.

Tombola libre aux Fair Grounds le 29 Août.—AVIS.—Toutes les personnes ayant gagné quelque lot, sont invitées à en prendre livraison dans le plus bref délai chez Mme E. Rouyer, coin Chartres et Toulouse, pour en prendre possession.

Le secrétaire du comité,
2sept—1t J. DESCA.

Avis de société.

MON fils A. EUGENE MORPHY, est admis, aujourd'hui, comme associé dans ma maison. Le nom de la société sera, dorénavant, D.